

ENTRETIEN

Un retard dans les investissements en Irak aurait des conséquences très négatives pour ce pays mais aussi pour le monde,

déclare au PGA Fatih Birol,
Economiste en chef de l'AIE

- ▶ Les deux aspects clés sont les réformes juridiques concernant les hydrocarbures et les installations industrielles requises
- ▶ L'Irak pourrait représenter 45% de la croissance de la production pétrolière mondiale dans cette décennie

(Ci-dessous le texte d'un entretien téléphonique en date du 8 octobre avec M. Fatih Birol - voir CV page 10 -, économiste en chef et directeur, Global Energy Economics Directorate, à l'**Agence Internationale de l'Energie**. Cette interview porte sur la parution, le 9 octobre, de l'*Iraq Energy Outlook*, qui fait partie de la série du *World Energy Outlook*, dont l'édition 2012 sera publiée le 12 novembre. Sur l'Irak dans ce numéro, voir aussi les rubriques Actualité, Irak et Documents. Le PGA avait précédemment publié une interview avec M. Birol dans son numéro du 1er décembre 2011).



Photo AIE.

PGA : Dans l'*Iraq Energy Outlook* que publie l'**Agence Internationale de l'Energie**, trois scénarios sont présentés sur l'évolution de la **production pétrolière** irakienne (scénarios central, élevé et différé). Quel est, selon vous, le scénario le plus probable ?

■ **Fatih Birol :** Le **scénario central** [selon lequel la production pétrolière de l'Irak atteindrait **6,1 millions de barils par jour** en 2020 et **8,3 Mb/j** en 2035 - NDLR] semble plus probable mais je ne peux pas écarter le scénario différé [avec ce scénario, la production pétrolière serait de 4 Mb/j en 2020 et de 5,3 Mb/j en 2035 - NDLR] car les problèmes juridiques et politiques en Irak sont majeurs et ont un grand impact sur le secteur des hydrocarbures.

PGA : Quel est le principal obstacle ou quels sont les principaux obstacles sur la voie de l'accroissement de la production pétrolière irakienne ?

■ **F. B. :** Il y a deux aspects clés sur ce point : les **réformes juridiques** concernant le secteur des hydrocarbures et la mise en place de **nouvelles installations** industrielles. Pour le premier aspect, les problèmes actuels entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux

constituent un obstacle majeur. Il est dans l'intérêt immédiat de tout le monde que ces problèmes soient résolus et que l'Irak adopte une nouvelle **loi sur les hydrocarbures**. Quant aux nouvelles installations requises, elles portent essentiellement sur la **production** de brut, bien sûr, mais aussi sur l'**exportation** et le **stockage** du pétrole et l'**injection d'eau** dans les réservoirs pétroliers.

PGA : Vous notez dans votre rapport que, lorsque les besoins les plus pressants du pays auront été satisfaits, son objectif de disposer d'une **réserve raisonnable de capacité de production disponible** renforcera la confiance sur les marchés mondiaux. Pourriez-vous expliciter les intentions irakiennes sur ce point précis ?

■ **F. B.** : L'Irak pourrait représenter environ 45% de la croissance anticipée de la production pétrolière mondiale au cours de cette décennie et ce pays deviendra bientôt le deuxième exportateur mondial de brut derrière l'Arabie Saoudite. Cette position lui donnera des responsabilités importantes au regard du marché pétrolier international. Certains responsables irakiens ont fait des déclarations au sujet d'une future capacité disponible de production et, bien que ce ne soit pas une priorité à présent, celle-ci constituerait une contribution bienvenue à la stabilisation du marché pétrolier international à l'avenir.

PGA : L'Iraq Energy Outlook ne fait pas seulement le point sur le secteur pétrolier puisque des développements importants sont aussi consacrés au gaz et à l'électricité qui représentent des enjeux majeurs pour l'Irak. L'AIE précise même que le **gaz naturel** pourrait jouer un rôle beaucoup plus important que le pétrole pour l'avenir de la production d'électricité de l'Irak.



Lancement de l'Iraq Energy Outlook à Bagdad le 10 octobre - Copyright OCDE/AIE 2012.

> Dr. Fatih Birol

Economiste en chef et Directeur, Global Energy Economics Directorate, à l'**AIE**

Fatih Birol est l'économiste en chef et le directeur, Global Energy Economics Directorate, à l'**AIE**. Il est responsable du *World Energy Outlook* qui est la publication phare de l'agence et qui est reconnue comme la source faisant le plus autorité en matière d'analyse et de projections énergétiques. Il est aussi le fondateur et le président de l'**IEA Energy Business Council**, qui rassemble des leaders des plus grandes sociétés énergétiques mondiales et des décideurs politiques afin de rechercher des solutions aux défis énergétiques globaux. De nationalité turque, Fatih Birol est né à Ankara en 1958. Il a obtenu un BSc en ingénierie électrique à l'**université technique d'Istanbul** et un MSc et PhD en économie de l'énergie à l'**université technique de Vienne**. Avant de rejoindre l'AIE en 1995, il avait travaillé pendant six ans au secrétariat de l'**Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)** à Vienne.

Fatih Birol est considéré par *Forbes Magazine* comme l'une des personnalités les plus influentes sur la scène énergétique mondiale. Il est membre du groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous mis en place par le secrétaire général de l'**ONU** et il préside l'Energy Advisory Board du **Forum économique mondial** (Davos). En 2012, il a reçu l'ordre du Mérite de la République italienne. En 2009, en plus de distinctions attribuées par les gouvernements hollandais et polonais, il a reçu la Croix fédérale du mérite en Allemagne. En 2007, il s'était vu décerner la médaille d'honneur de l'Autriche et il a été fait Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques en France en 2006. Fatih Birol avait auparavant reçu diverses distinctions en Turquie en 2005 et aux Etats-Unis en 2004 ainsi que de l'**Académie des Sciences de Russie** en 2002. Par le passé, il a également obtenu la distinction annuelle de l'**International Association of Energy Economics** compte tenu de sa contribution exceptionnelle à la profession.

Source : AIE.

■ **F. B.** : Les ressources gazières de l'Irak sont importantes mais elles sont largement sous-exploitées puisque 60% de sa production de gaz naturel associé sont actuellement brûlés à la torche. Il y a notamment un potentiel énorme de récupération du gaz associé dans la région de **Bassorah**. Nous pensons que l'Irak devrait utiliser son gaz en priorité pour la **production d'électricité** et pour l'**industrie pétrochimique**. A l'exportation, le pays pourrait être un fournisseur très compétitif, en particulier à destination du marché européen.

PGA : *Revenons à vos scénarios sur l'évolution future de la production pétrolière irakienne. Quand on observe les relations très tendues entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan et que l'on a à l'esprit que le projet de loi pétrolière présenté par le gouvernement en 2007 n'a toujours pas été adopté par le parlement, on ne peut pas se dire que votre scénario différé est fort probable.*

■ **F. B.** : Il est clair que la probabilité de réalisation de ce scénario est significative. En le développant, nous voulions d'ailleurs montrer aux autorités irakiennes ce que le pays perdrait dans cette hypothèse. L'impact cumulé du scénario différé par rapport au scénario central est gigantesque puisque la richesse nationale perdue pourrait totaliser **\$3 000 milliards** d'ici à 2035. Les conséquences de ce scénario sont très négatives pour l'Irak mais aussi pour le monde car il se traduirait très vraisemblablement par des marchés pétroliers plus tendus et par une hausse d'environ U.S.\$15 des prix du pétrole qui pourraient atteindre **près de \$140 par baril en termes réels** à l'horizon 2035.

PGA : *Le scénario élevé, aux termes duquel l'Irak produirait 9,2 Mb/j dès 2020, est-il réaliste ?*

■ **F. B.** : Le potentiel pétrolier de l'Irak est tel que l'expansion de sa production pourrait être considérable mais il y a d'autres facteurs qui interviennent au-delà des ressources et des réserves et qui rendront difficile une telle montée en puissance. Même dans des pays producteurs qui ne faisaient pas face à des difficultés politiques et à des problèmes d'infrastructures de cette ampleur, nous avons à peine vu dans le passé une augmentation aussi importante dans un tel délai. A ce stade, ce scénario n'est évidemment pas le plus probable des trois que nous présentons dans ce rapport.